

VEILLE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Du lundi 13 octobre au vendredi 17 octobre 2025

NOMINATIONS

Gouvernement

Gouvernement LECORNU II

Le 10 octobre, Sébastien LECORNU a été renommé Premier ministre après sa démission et les négociations demandées par le Président de la République. Le 12 octobre, le [nouveau gouvernement](#) a été nommé. A retenir :

- 34 ministres : 19 ministres de plein exercice, 14 ministres délégués
- 8 représentants de la société civil
- Une diversité politique : 11 Renaissance, 6 LR, 4 Modem, 3 Horizons 1 UDI et 1 Liot

Les ministres

- **Transports** : Philippe TABAROT, reconduit, devra poursuivre le travail sur la loi-cadre promise à l'issue de la conférence de financement des mobilités.
- **Mer et Pêche** : Catherine CHABAUD - ex-navigatrice et députée européenne, nouvellement nommée, est rattachée à la nouvelle ministre de la Transition écologique Monique BARBUT – ex-Présidente de WWF
- **Travail et solidarités** : Jean-Pierre FARANDOU - PDG sortant de la SNCF
- **Économie, Finances et Souveraineté industrielle, énergétique et numérique** : Roland LESCURE, reconduit, est connaisseur des EMR
- **Outre-mer** : Naïma MOUTCHOU, renouvelée au sein du gouvernement à un nouveau poste, remplace Manuel VALLS.
- **Industrie** : Sébastien MARTIN – Député et président de l'agglomération du Grand Chalon, nouvel entrant.
- **Transition écologique** : Mathieu LEFEVRE – député, nouvel entrant.
- **Commerce extérieur et Attractivité** : Nicolas FORISSIER – député et ancien ministre de l'Agriculture.

Réactions

- Les Républicains ont exclu de leurs instances dirigeantes tous les ministres issus de leurs rangs, dont Philippe TABAROT, Rachida DATI ou encore Annie GENEVARD - pourtant présidente de la commission nationale des investitures du parti, et indiqué que ceux-ci « *ne peuvent plus se réclamer de LR* ».
- Le Rassemblement national, La France Insoumise et le Parti Socialiste ont annoncé déposer une motion de censure.

Prochaines étapes

- Le Conseil des ministres est prévu mardi 14 octobre à 10h et doit permettre la présentation du budget 2026
- **La déclaration de politique générale du Premier ministre est prévue mardi 14 octobre après-midi**

Matignon

Sont nommés au cabinet du Premier ministre ([source](#)) :

- Directeur du cabinet : Philippe GUSTIN
- Chef de cabinet : Paul-Hugo VERDIN
- Chargée de mission auprès du Premier ministre : Nolwenn CHOUFFOT

Ministère des Transports

Avant d'être renommé, Philippe TABAROT – alors ministre démissionnaire aux Transports, avait renouvelé de nombreux conseillers ([source](#)) :

- Directrice de cabinet : Katayoune PANAHI
- Directeurs adjoints : Guillaume CHOMETTE et Juliette MERLOT
- Chef de cabinet et conseiller spécial : Kévin MAINGOURD
- Conseiller mobilités routières et actives, ports et transport fluvial : Paul GIOVACHINI
- Conseiller transport aérien : Thibaud FIGUEROA
- Conseiller innovation et qualité de service : Farès GOUCHA
- Conseillère décarbonation des transports et action climatique : Marie CAMBOURNAC

Monde maritime et portuaire

TLF Overseas

Louise CHEVALIER BERRURIER, nommée déléguée aux affaires maritimes, portuaires et à l'intermodalité ([source](#)). Elle était jusqu'alors cheffe de projet portuaire au bureau de la stratégie portuaire de la DGITM et succède à Louise DROUIN-DETREZ, partie chez Clasquin.

Autres

Allianz commercial France

Christophe ZANIEWSKI, nommé directeur général France. Il prendra ses fonctions au premier trimestre 2026, avec notamment la responsabilité de l'assurance transport ([source](#))

Alstom

Martin SION, nommé directeur général d'Alstom par le conseil d'administration d'Alstom à compter du 1^{er} avril 2026. Il succédera à Henri POUPART-LAFARGE.

ACTUALITES POLITIQUES ET PARLEMENTAIRES

France

Budget 2026 - ETS

Contrairement aux annonces du Comité interministériel de la mer (Cimer) en mai, les 90 M€ issus des quotas carbone (ETS maritime) censés être fléchés vers la décarbonation du secteur ne figurent pas dans la copie du budget de François BAYROU.

Baisse des émissions de gaz à effet (GES)

Sur l'ensemble de l'année 2025, les émissions de GES devraient diminuer de seulement 0,8 % (soit – 2,9 Mt CO₂e) par rapport à 2024, selon des [estimations](#) provisoires publiées par le Citepa.

- Pour atteindre les objectifs climatiques sur la période 2022-2030 inscrits dans la version provisoire de la 3^{ème} stratégie nationale bas-carbone, la France devrait pourtant réduire ses émissions de 5 % par an
- La légère baisse de l'année 2025, qui « *confirmerait le ralentissement de la dynamique* », « *devrait être portée* » par l'industrie manufacturière et de construction et par les transports, tandis que les émissions des bâtiments, de l'agriculture et de la production d'énergie devraient stagner entre 2025 et 2024.
- Toujours selon le Citepa, les émissions de GES sont relativement stables au 1^{er} semestre 2025 par rapport à 2024, passant de 191 Mt CO₂ (hors puits de carbone) en 2024 à 190 Mt cette année ([source](#))

Europe

Motion de censure

Le 9 octobre, les deux motions de censure à l'encontre de la présidente de la Commission Ursula VON DER LEYEN n'ont pas été votées en plénière :

- Patriotes pour l'Europe (PFE, extrême droite) : 179 voix pour, 378 contre, 37 abstentions.
- The Left (gauche radicale) : 133 voix pour, 383 contre, 78 abstentions.

COP30

Le 10 octobre, les ministres européens chargés des affaires économiques et financières ont adopté des [conclusions du Conseil](#) sur le financement de la lutte contre le changement climatique en vue de la COP30 prévue du 10 novembre au 21 novembre à Belém (Brésil).

- Les États y assurent être prêts « à collaborer avec tous les acteurs afin d'identifier les actions et mesures contribuant à débloquer 1 300 Mds€ de financement » par an d'ici à 2035 – objectif mentionné dans une décision de la COP29.
- Cela passe par « des options innovantes pour élargir les sources de financement », en insistant sur la nécessité de mobiliser des financements privés.
- Le texte réaffirme « la détermination de l'UE [...] à répondre à l'appel lancé en vue de doubler, d'ici à 2025, la contribution collective des pays développés et la mobilisation de financements destinés à l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement ».

Cible climatique 2040

La présidence danoise du Conseil européen prévoit de réunir les ministres européens de l'environnement le 4 novembre. Lors de ce Conseil environnement extraordinaire, Copenhague espère conclure un accord sur la [proposition législative](#) visant à fixer un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE à l'horizon 2040, quelques jours avant le début de la COP30 à Belém (10-21 novembre).

Conseil transport

Le 1^{er} janvier, Chypre prendra la présidence du Conseil européen et prévoit une réunion informelle des ministres des transports les 28 et 29 avril 2026.

La réunion formelle des ministres des transports, à Luxembourg, est prévue le 8 juin.

International

Droits de douane US - Camions

Le 6 octobre, Donald TRUMP a [annoncé](#) que les nouveaux droits de douane américains sur les camions entreront finalement en vigueur le 1^{er} novembre.

- Fin septembre, pour rappel, il avait indiqué que ces droits de douane seraient applicables dès le 1^{er} octobre.
- L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) indique ne pas avoir reçu plus de précisions sur la portée réelle de la mesure. Fin septembre, elle partageait ses craintes à *Contexte* sur le fait que ces nouveaux droits de 25 % s'ajoutent en réalité aux 25 % déjà prévus au titre de l'accord conclu entre l'UE et les États-Unis à l'été, portant les droits totaux à 50 %. Ces nouveaux tarifs « seraient des tarifs additionnels au titre de la section 232, c'est-à-dire adoptés à la suite d'une investigation et qui visent à protéger la sécurité nationale des États-Unis », en précisant attendre confirmation du ministère du commerce américain.

Ports intérieurs - Association française des ports intérieurs (Afpfi)

Luc HOULLEBREQUE, nouveau délégué général présentera son projet stratégique sur les 6 ou 7 prochaines années. Objectif : augmenter la part modale du fleuve. À plus court terme, il souhaite :

- Rencontrer les 19 adhérents de l'Afpfi.
- « *Positionner l'Afpfi dans les échanges sur la loi-cadre* » issue de la conférence de financement des transports,
- « *Porter la parole des ports intérieurs français auprès de l'UE* » via l'European Federation of Inland Ports (Efiip), dont l'Afpfi est membre.

Ferroviaire – Mission sur le ferroviaire à l'Assemblée nationale

Le 8 octobre, les co-rapporteurs (Olga GIVERNET - Renaissance et Bérenger CERNON - LFI) de la mission d'information sur le ferroviaire et l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale ont rendu leur [rapport](#). Parmi la quarantaine de recommandations :

- Améliorer la gouvernance du ferroviaire et de s'assurer d'une meilleure coordination, que ce soit sur la billettique, les commandes de matériel, etc.
- **Augmenter le montant de l'aide à la pince pour compenser les surcoûts liés aux ruptures de charge avec un objectif de 80 M€ par an dans le cadre de la prochaine loi de finances.**
- Instaurer des écotaxes régionales et les partenariats publics-privés pour l'entretien et le développement du réseau – proposition soutenue par Olga GIVERNET.
- Réintroduire une tarification kilométrique pour les billets de TGV et privilégier l'achat de matériel roulant neuf plutôt que la location – proposition soutenue par Bérenger CERNON.

Ferroviaire – Union des Transports publics et ferroviaires (UTPF)

L'UTPF a [dévoilé](#) les 10 priorités de son mandat (2 ans) et présenté son Observatoire 2025. Parmi les priorités :

- Assurer le financement et la loi-cadre promise à l'issue de la conférence Ambition France Transports
- Exploitation ferroviaire : travail à un référentiel commun pour la sécurité ferroviaire
- Décarbonation : mobilisation en faveur du mix énergétique et d'une clause de revoyure du Règlement européen sur les émissions des autobus
- Prospective : étude de scénarios de développement du secteur à long terme et travaux sur la transition démographique et l'impact du vieillissement de la population

Pour rappel, Thierry MALLET a repris la présidence de l'Union des transports publics et ferroviaires en juin.

Route - Poids lourds zéro émission

Le 7 octobre, les députés européens ont adopté (458 voix pour, 182 contre et 11 abstentions), la proposition de la Commission européenne de prolonger jusqu'au 30 juin 2031 la possibilité pour les États d'exempter de péage routier les poids lourds zéro émission.

- Pour rappel, cette possibilité arrive normalement à échéance le 31 décembre 2025.
- Le texte doit maintenant être formellement adopté par le Conseil, les ambassadeurs adjoints (Coreper) s'étant déjà prononcés favorablement le 10 septembre.

Transition écologique – Note de l'Institut Montaigne

L'Institut Montaigne a publié une [note](#) appelant à repenser les dispositifs susceptibles de décarboner les transports. Le rapport :

- Constate que les dispositifs les plus efficaces sur le plan climatique (voitures neuves zéro émission en 2035, marché du carbone...) « *sont aussi les plus contestés* », alors que ceux qui sont bien perçus (gratuité des transports publics, versement mobilité, bonus et leasing automobiles) « *pèsent de façon lourde soit sur les finances publiques, soit sur les entreprises* »
- Appelle à repenser les politiques mises en œuvre, qui « *peinent à susciter l'adhésion* ».
- Identifie 4 « *erreurs* » principales à corriger : interdire ou taxer « *sans alternative à court terme* » ; ne pas suffisamment cibler les ménages modestes, les gros rouleurs et les territoires peu denses – ce qui crée un « *sentiment d'injustice* » susceptible de se renforcer avec la transposition du marché du carbone élargi à la route (ETS2) – ; oublier de vanter les « *gains personnels tangibles* » (économies de carburant, santé...) liés à certaines mesures ; centraliser les décisions, ce qui irait « *à l'encontre des attentes exprimées par 80 % des Français* ».

A SUIVRE CETTE SEMAINE

Lundi 13 octobre

- Conseil de l'Union Européenne : groupe de travail transport maritime (travaux à l'OMI, notamment sur les émissions des navires)
- Élysée : arrivée d'Emmanuel MACRON en Égypte pour soutenir le plan de paix à Gaza

Mardi 14 octobre

- OMI : Ouverture de la session extraordinaire du comité de la protection du milieu marin (MEPC) – jusqu'au 17 octobre à Londres
- Gouvernement : déclaration de politique générale par Sébastien LECORNU à l'Assemblée nationale et Conseil des ministres
- Assemblée nationale - Commission des affaires européennes : audition de Stéphane SEJOURNE, vice-président exécutif pour la prospérité et la stratégie industrielle de la Commission européenne
- Manifestation des agriculteurs contre l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, à l'appel de la Confédération paysanne

Mercredi 15 octobre

- Conseil de l'Union Européenne : groupe transport terrestre (règlement relatif aux capacités ferroviaires, sur les poids et dimensions)
- Assemblée nationale - Commission des affaires européennes : [proposition de résolution](#) européenne socialiste invitant le gouvernement à se prononcer contre les « *mégacamions* » et à construire une politique de report modal vers le ferroviaire au niveau européen
- Sénat - Commission des affaires économiques : rapport d'information sur la filière automobile

Vendredi 17 octobre

- Ouverture du 12^e Congrès international sur la recherche dans le domaine des transports [ICTR 2025](#)
- OMI : conclusion de la session extraordinaire du comité de la protection du milieu marin (MEPC)